

Ode à l'industrie



Sarkozy, Estrosi, Guaino dans un même bateau, ramant dans le sens de la production, d'une nouvelle politique industrielle... le tout applaudi par un millier de personnes. Vous ne rêvez pas. Ça valait bien deux pages.

Automaticiennes, automaticiens. Attention à l'infarctus. Figurez-vous que le discours officiel, au plus haut sommet de l'Etat, consiste à vouloir maintenir les industries de production sur notre sol, et pire en créer de nouvelles. On parle même de politique industrielle nationale, et pourquoi pas d'un plan à long terme.

Avouez qu'il y a de quoi faire une crise cardiaque, après 15 bonnes années durant lesquelles tout le monde expliquait qu'il fallait faire disparaître ces murs de briques qui empestaient l'huile de coupe, pour les remplacer par de beaux bureaux virtuels.

Bien entendu les discours, on le sait, n'engagent que ceux qui y croient. Et nous attendrons sagement les actes, mais c'est néanmoins une révolution qui se prépare. Elle a démarré officiellement le 3 septembre 2009. Ce même jour le Président de la République nous gratifiait d'un discours chez Faurecia (voir encadré) et le Medef, lors de ses universités d'été, réservait le plus grand chapiteau pour un débat sur la « Place de l'industrie » avec la présence entre autres de Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, de Henri

Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy et de René Ricol, Médiateur du Crédit.

Du « beau linge ». Il ne manquerait plus qu'un Président de la République visite un salon industriel, comme Industrie par exemple, pour se croire sur une autre planète. Attachez vos ceintures, voici quelques extraits de ce débat du Medef.

HENRI GUAINO **« On a négligé la place de la production »**

Henri Guaino cadre le sujet dès le début « Imaginez que nous ayons eu un débat sur la politique industrielle, il y a deux ans ? A cette époque, même le ministère de l'industrie avait été supprimé et noyé dans le ministère des finances.

Cette période est révolue. Nous avons perdu de vue le centre de gravité en négligeant la place de la production. L'industrie n'était plus au centre des préoccupations.

Pendant trop longtemps, la meilleure façon d'approcher une entreprise, c'était la gestion de portefeuilles, en se tenant le plus loin possible de la communauté de travail. On rêvait d'une économie sans usines,

ces dernières étant déplacées vers les pays émergents.

Mais aujourd'hui l'économie virtuelle et la finance sont en crise. Nous sommes au cœur de ce mouvement de balancier. Il faut regarder l'économie comme un tout, avec au centre la production. L'industrie n'est plus ringarde et je crois même qu'elle va devenir très très à la mode.

Nous entrons dans une période différente, nous allons nous reposer la question de la politique industrielle, c'est-à-dire du rôle de l'Etat dans la stratégie de production, dans la productivité globale. En Europe, certains ont cru qu'intervenir dans l'économie était ringard, ce qui n'était pas le cas en Amérique ou en Asie. Le capitalisme ne



Henri Guaino, conseiller de Nicolas Sarkozy.

marche que si l'articulation public/privé fonctionne ».

Il est suivi par Didier Lombard, président de France Telecom : « Cette dernière année montre un changement profond, c'est

la tectonique des plaques avec la plaque américaine, la plaque asiatique et la plaque européenne. Jusqu'à présent la plaque asiatique était un réservoir de main d'œuvre à bas coût, les autres plaques s'équilibrant sur ce principe. Mais tout a changé. Le combat n'est plus celui du coût de la main-d'œuvre. L'Inde a 7 millions d'étudiants et forme 100.000 ingénieurs informaticiens tous les ans. Si nous restons inertes, la plaque européenne disparaîtra. Mais je suis optimiste ».

Pour Anne Lauvergeon, présidente d'Areva : « Nous sortons d'une période où l'industrie était ringarde, et l'énergie facile. Cette ringardise était installée, une analogie était faite entre les mondes rural et industriel. En 1900, 75 % de la population française était une population d'agriculteurs pour passer à 2 % aujourd'hui. Il existait une thèse expliquant que l'industrie avait existé au XIX^e et XX^e siècle mais qu'elle n'allait plus concerner qu'une faible quantité de personnes, le reste étant dématérialisé. L'atterrissage a été brutal ».

« Il faut revoir la chaîne de solidarité »

René Ricol, à un mois de la fin de sa mission, met les points sur « i » : « Nous ne sortirons pas de la crise sans prendre des risques, c'est pourquoi nous demandons aux banquiers d'en prendre, même si ce n'est pas inné chez eux.



Christian Estrosi, Ministre de l'industrie.

Il ne peut pas y avoir d'avenir pour notre pays, sans industrie mais cela suppose une solidarité intelligente. Nous avons demandé aux banquiers d'être solidaires, il faudrait que les grands groupes industriels fassent la même chose. Lorsque nous avons mis en place la réduction de paiement, j'ai vu de grands groupes prendre des taux d'escompte à 2/3/4 et même 5 %, c'est inacceptable. Lorsqu'une banque demande 5 % par an sur un investissement, certains disent que c'est du vol, alors quand un industriel prend 4 % d'escompte sur un mois, c'est quoi ?

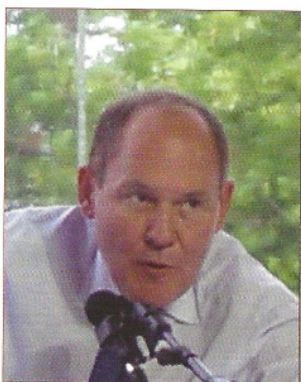
De même, trop longtemps le modèle mathématique des acheteurs a été de réclamer aux fournisseurs un quota de produits fabriqués dans des pays à faible coût de production pour au moins 35 % de la commande. Pour ceux qui ont des productions compétitives et n'ont pas besoin de produire ailleurs, c'est inadmissible. Il faut revoir cette chaîne de solidarité intelligente. Nous ne nous en sortons que si nous sortons de nos égoïsmes ».

« La fin du fantasme de globalisation »

Henri Guaino de rajouter : « C'est la fin du fantasme de la globalisation. Les grandes banques ont découvert qu'elles étaient internationales dans la vie et nationales dans la mort. Il en va de même pour les en-

treprises, elles sont de quelque part. Si Renault et PSA ne sont pas des entreprises françaises, alors elles ne sont rien et n'existent pas.

Ce retour de la production au centre du modèle de croissance passe par la refondation du capitalisme. Il faut structurer la finance pour un capitalisme de production, un capitalisme dont la fin en soi est la création de richesses, et non plus la rente et la spéculation. C'est un enjeu majeur. La spéculation ne sert strictement à rien, elle ne crée rien, bien au contraire elle impose des rythmes qui sont incompatibles avec le long terme des entreprises de production.



René Ricol, Médiateur du crédit.

Nous ne sommes pas au bout de nos peines, les deux conceptions vont s'opposer, mais le monde ne sera plus comme avant. La mutation se fera par la négociation ou en passant par une crise grave comme dans les années 30.

Reste la question de l'Europe. Depuis trop longtemps, elle ne gère que les règles de concurrence qui ne défendent pas les intérêts des entreprises européennes, mais luttent contre les entreprises européennes. Regardez l'évolution des amendes infligées par l'Europe aux entreprises, c'est aberrant ? La commission joue contre les entreprises européennes,

Quelques phrases dites par Nicolas Sarkozy lors de sa visite de Faurecia

« En France, en 2004 nous fabriquions près 3 millions de véhicules, en 2007 nous n'en produisons plus que 2,5 millions. Je ne peux pas l'accepter. »

« Pourquoi a-t-on du retard sur les véhicules électriques ? »

« On ne peut pas laisser tomber la filière de la sous-traitance automobile. »

« Est ce que la France veut garder des usines sur son territoire ? Oui, et je me battrais pour que cela se fasse, on ne s'est pas assez battu pour l'industrie en France. »

« Une économie puissante a besoin d'usines sur son territoire, avoir une politique industrielle n'est pas un gros mot. »

« La France ne sera pas un désert industriel. »

« Je ne laisserai pas vendre des entreprises françaises à vil prix. »

elle condamne la présomption d'abus de position dominante plutôt que l'abus avéré de position dominante.

Après la crise, l'Europe ne pourra plus fonctionner comme avant, ou alors il n'y aura plus d'Europe.

Il reste l'échelon national. Comment l'Europe pourrait-elle prétendre avoir une politique industrielle si les nations ne veulent pas avoir de politique industrielle nationale ? »

« Pas d'industrie sans homme »

Pour le ministre de l'Industrie : « La sortie de crise sera-t-elle florissante ou encore plus dure ? Il nous faut investir dans les secteurs stratégiques de demain et arrêter de saupoudrer dans les secteurs perdus. Et la croissance verte doit aller de pair.

L'État doit aider les entreprises à avancer, d'où les investissements en fonds propres dans des PME qui auront des difficultés à l'automne et dont nous aurons besoin demain ».

Reste à trouver les hommes pour mener ce changement. Pour Louis Gallois, président

d'EADS : « Il n'y a pas d'industrie sans hommes pour la servir, or nos écoles d'ingénieurs fournissent les cadres de la banque. En 2007, Supaéro a eu plus de diplômés qui sont partis dans la banque que dans l'aéronautique.

Globalement, en Europe, nous avons besoin de 12.000 ingénieurs par an et nous en trouvons 9.000. Il ne faut donc pas s'étonner si nous installons des Bureaux d'études en Chine ou en Inde. Face à ce problème, les Etats-Unis « importent » des spécialistes, en Europe pour embaucher un cadre indien nous devons tout justifier.

Il faut donc réhabiliter le travail de l'ingénierie et de l'industrie, que les jeunes aient envie de travailler dans l'industrie. »

Confirmation de Eric Boustoulier, président de Microsoft France : « Il faut ré-enchanter l'industrie, lui donner une attractivité extrêmement forte, et attirer les jeunes. Il faut qu'elle soit symbole de création, pour apporter une croissance durable ».

Avouez qu'après avoir entendu de tels discours, on a un peu mal à la tête, voire au cœur. ■